

Un nouveau public pour les assistantes sociales

« Depuis début 2009, on a vu arriver en masse un public qu'on ne connaissait pas, qui jusque là arrivait à se débrouiller sans nous. Des précaires, des travailleurs au noir, des CDD... et aussi les fins de droit ». Sandrine* est assistante sociale dans une maison départementale de la solidarité du centre ville de Marseille. C'est désormais au rythme de 80 personnes par jour que l'équipe où elle travaille voit défiler le public. Un gros contingent de jeunes, exclus de toutes mesures, beaucoup de familles monoparentales... Et donc ces « fins de droit » venant solliciter un dispositif ou une aide ponctuelle. « Les demandes ont beaucoup évolué. Avant, nous avions des pics comme pour la "grosse" facture EDF de l'hiver. Aujourd'hui, c'est tout le temps. Avant on venait pour une aide afin de payer une classe de neige aux enfants. Maintenant le gros des demandes est sur du vital : payer son loyer, manger... » Pour les aider, l'assistante sociale mobilise des dispositifs dont elle ne peut garantir l'issue positive. Côté nourriture, elle dispose de colis alimentaires. « Nous en avons 50 pour un mois. Alors on élabore des critiques à en devenir folles ». Dans ce centre ville qui se paupérise, la situation devient presque plus difficile que dans les quartiers Nord, « ici il n'y a pas de HLM, pas d'associations, la solidarité est quasi inexistante... Les gens en sont réduits à faire les invendus du marché, fouiller les poubelles des magasins... »

« En 2009 déjà nous avons eu une montée en puissance du RSA et la hausse va continuer. On estime à 30 ou 40.000 le nombre de

bénéficiaires supplémentaires en 2010 ». Anne-Marie Meynard est déléguée CGT à la CAF. Si cette militante s'inquiète des problèmes de gestion que cela va poser, elle attire surtout l'attention sur les effets négatifs du RSA. « Le RMI était considéré comme un statut. Les ressources n'étaient donc pas prises en compte pour le calcul des droits dits connexes. Avec le RSA ce n'est plus le cas. Ainsi, ceux qui ont pu travailler un peu en 2008 même si aujourd'hui ils sont tou-

Assistants sociaux et acteurs associatifs tirent la sonnette d'alarme. Le besoin d'aide sociale monte en flèche mais l'institution comme les associations ne peuvent plus y répondre.

Reportage
Angélique Schaller

jours au RSA, vont voir leurs droits recalculés. Pour être clair, leur allocation logement va être revue à la baisse et cela se déclinera ensuite sur la taxe d'habitation, celle audiovisuelle ». Autant dire que cela ne va pas améliorer la prévention des expulsions. Or, « ces dernières sont en hausse et pas seulement chez les bénéficiaires de minima sociaux. Les demandes d'aides financières sont de plus en plus nombreuses mais l'institu-

tion y répond de moins en moins. Résultat, les gens se tournent vers les associations qui explosent » conclue cette assistante sociale.

« On aide les plus démunis mais c'est un véritable casse-tête »

Le propos est confirmé dans les locaux du Secours populaire. Loin du centre ville, le Secours Pop' ouvre de plus en plus d'antennes dans les quartiers. « On s'aperçoit que si l'on devait aider tous ceux qui en ont besoin, il faudrait aider... les 1000 ou 2000 personnes de la cité. Personne n'y arrive. On aide les plus démunis mais c'est un véritable casse-tête » confirme la présidente départementale Sonia Serra. Les gens viennent pour l'aide alimentaire. « On voit, et plus souvent qu'on ne croit, des gens qui n'ont rien mangé depuis deux jours. On trouve aussi des personnes qui, venant nous voir, économisent sur la nourriture pour payer une autre facture ». Mais le Secours Populaire sait aussi accompagner les personnes sur les dispositifs existants. « On a beaucoup de demandes autour du logement mais aussi sur les factures de gaz et d'électricité car les tarifs ont énormément augmenté. Soit une personne arrive avec une facture énergétique exorbitante, soit au contraire, comme une dame que j'ai vue récemment, elle ne chauffe pas par peur d'une facture qu'elle ne pourra pas payer et vit dans un logement à 8 degrés ». Reste enfin la question médicale, qui passe souvent à la trappe pour toutes ces personnes qui, or RSA, sont exclus de la couverture maladie universelle. « Jusqu'au jour où les gens sont obligés de se soigner. Et là, le loyer ne pourra pas être payé ou ils vont basculer dans le crédit à la consomma-

tion... Dans la plupart des cas, cela mène à l'expulsion » décrit encore Sonia Serra.

« L'ASS, un RSA qui ne dit pas son nom »

Si elle n'est pas surprise par les chiffres, Emilie Cantrin, délégué CGT à Pôle Emploi, attire l'attention sur l'ASS, « un RSA qui ne dit pas son nom car ce sont les mêmes crédits d'Etat. On ne parle jamais des bénéficiaires de l'ASS, or, ce sont pourtant les mêmes que ceux du RSA. Mais ils passent inaperçus ». Si le Conseil général des Bouches-du-Rhône propose toute une série de mesures d'accompagnement autour du RSA, rien de tel n'existe pour l'allocataire de l'ASS. « Professionnellement, on ne peut rien leur proposer, aucune formation, aucun dispositif. Rien » dénonce encore Emilie Cantrin. Autre exemple de dérive possible : « un allocataire de l'ASS a eu un cancer. Il ne peut plus travailler et est donc sorti des fichiers de demandeurs d'emploi : son allocation a été supprimée ».

Pas de surprise non plus chez ce technicien du RSA. « Le chiffre de 1 million peut paraître spectaculaire mais c'est dans la continuité de ce que nous gérons habituellement ». Cet ancien militant syndical reconnaît cependant, « il est vrai qu'il y a encore deux ans, de tels chiffres auraient suscité la discussion. Mais entre la masse de boulot qu'on a, les changements qu'on doit intégrer, le cloisonnement qu'on nous impose, on a la tête dans le guidon et de plus en plus de mal à prendre du recul, à avoir une analyse politique de la situation ».

▲ * Le témoignage est anonyme.